

Le groupe Fred-Zeller de la Libre-pensée a récemment organisé une conférence sur ce qu'on a coutume d'appeler les révoltes vigneronnes de 1907. Le conférencier, Patrice Sifflet, responsable des libre-penseurs du biterrois avait déjà présenté, sur France-culture, un extrait de cette conférence.

Histoire

Troublantes similitudes

Par Isabelle Vitté

Les révoltes vigneronnes qui se sont déroulées dans le sud de la France sont un épisode assez méconnu de notre histoire. Elles seront pourtant sauvagement réprimées, et feront plusieurs dizaines de morts du côté des manifestants.

Se déroulant dans le Languedoc et le pays catalan, ces révoltes sont liées à une crise conjoncturelle. Après la destruction du vignoble français par le phylloxéra qui dès 1863 avait commencé à se propager, l'encépagement avait changé de forme, avec la constitution d'un vignoble de plaine reposant sur un cépage de base très productif. L'importation de vins d'Algérie et les pratiques de chaptalisation qui s'étaient généralisées pendant la crise phylloxérique ont entraîné une sur-production qui a fait chuter les prix. Au début du 19^e, la production annuelle de vin en France était de 39 millions d'hectolitres, début 1900 elle était de 57 millions d'hectolitres, plus trois millions issus des vins artificiels. Conclusion, les prix s'effondrent, les salaires des journaliers sont divisés par deux ou trois, et le chômage grimpe en flèche. Les faillites sont nombreuses, et les terres ne valent plus rien.

À l'époque chacun voit des responsables et des solutions, en fonction de sa position et de sa sensibilité. « *Les socialistes et les syndicalistes agricoles considèrent que la crise de mévente du vin est le fruit de la surproduction capitaliste* » indique Patrice Sifflet. « *D'autres accusent les vins étrangers de concurrencer ceux du midi, et pour les manifestants de 1907, il apparaît que la fraude*



Le conférencier, Patrice Sifflet, a su séduire l'auditoire avec les révoltes vigneronnes

est la cause unique de la crise ». La fraude, c'est le mouillage, c'est à dire l'adjonction d'eau au vin, le sucrage, l'adjonction d'alcool ou vinaigre, le mélange de vin naturel et de vin artificiel et enfin l'ad-

semblée, une motion qui déclare que « *les propriétaires prennent l'engagement de conserver leur personnel jusqu'à leur dernier sou* ». Nombre de propriétaires indiquent qu'ils n'ont pas l'inten-

pellier, se retrouver à plus de 800 000. Pourtant le gouvernement, radical-socialiste à l'époque, ne tendra jamais la main à ces électeurs se trouvant dans la rue, préférant le statu quo pour ne pas déstabiliser la finance et les patrons, déjà. Dans l'armée, les soldats rechignent à la mission de maintien de l'ordre que le gouvernement voudrait lui faire assumer et ceux du 17^e RI, cantonnés à Agde, se mutinent et rejoignent les manifestants. Ceux du 81^e les laisseront passer, contre les ordres de leur général. Des maires de la région démissionnent et décident de faire la grève du service public et des impôts, pour appuyer, « *les justes revendications, en opposant la grève des bras croisés aux mesures d'impitoyable répression de Clémenceau qui envoie du plomb aux viticulteurs qui réclament du pain* ». Pour le conférencier, « *ce soutien des municipalités indique que cette institution est un foyer de démocratie. C'est d'ailleurs peut-être la raison de la volonté aujourd'hui, de la part des gouvernements qui se sont relayés ces dernières années, droite et gauche confondues, de la faire disparaître* ».

Le soutien des municipalités indique que cette institution est un foyer de démocratie

Patrice Sifflet

jonction au vin naturel de produits illicites.

« *La crise viticole qui enfle à partir de 1900 devient une préoccupation permanente des élus. En janvier 1905, se tient un congrès viticole régional, dans les arènes de Béziers, à l'initiative d'Antonin Palazy, gros viticulteur biterrois et radical-socialiste, président du Syndicat professionnel agricole de Béziers, réunissant 1 900 délégués venus de 250 municipalités et 350 collectivités agricoles. Toute la profession est présente, des résolutions sont adoptées : le gouvernement responsable, grève des impôts etc. Les délégués ouvriers, présents eux aussi, propose à l'as-*

semblée de suivre cette orientation et les radicaux s'indignent des propos tenus contre le gouvernement à majorité radicale ». C'en est fini de l'unité, et deux ans plus tard le monde ouvrier et paysan se soulèvera. Dans un premier temps Clémenceau, alors président du Conseil, ne prend pas ce mouvement au sérieux, répondant à son ministre des Finances : « *Vous ne connaissez pas le Midi. Tout cela finira par un banquet* ». En fait de banquet il y eut 12 dimanches de manifestation. La première à Sallat-d'Aude le 24 mars a réuni 300 personnes, mais ils seront de plus en plus nombreux chaque dimanche pour au final, le 9 juin à Mont-

● QUELQUES REPÈRES

POURQUOI L'AFFRONTMENT

Pour Patrice Sifflet, « *Depuis le début de l'agitation, la presse proche du pouvoir ne voit dans cette affaire que des complots royalistes soutenus largement par une Eglise revancharde. Il est clair que cette opinion est partagée par l'Exécutif. Ensuite, dans le déroulement des manifestations, il s'est passé plusieurs phénomènes. En premier, au départ, tout est concentré sur les fraudeurs, et les discours de Marcellin Albert sur le nécessaire apolitisme du mouvement passe bien. On le sait, ils sont 84, puis 300 et puis plus encore, et on constate que les masses se mettent en mouvement. Alors on manifeste, une fois, deux fois, mais 20 fois, cela commence à faire long et aux pancartes ne concernant que les fraudeurs, les bet teraviers du Nord et le rassemblement des miséreux, s'ajoutent des pancartes mettant directement en cause le gouvernement et fleurissent les Nous irons à Paris* ».

Pour défendre la République

Suite à la défaite de Sedan en septembre 1870 le sud de la France qui n'a plus confiance dans le gouvernement constitue, avec 13 départements, la Ligue du Midi pour la défense de la République, dont le manifeste comporte, « *la séparation des églises et de l'État, l'interdiction de l'export des capitaux, la liberté totale de la presse, l'instauration de la journée de 8 heures dans les mines, la laïcité de l'enseignement...* » Certains points ont été réalisés par la suite, d'autres non...